

Brèves macroéconomiques d'Afrique australe

Faits saillants – Période du 22 au 28 novembre 2019

- Afrique du Sud : *South African Airways* fait face à des problèmes de liquidité à très court terme
- Afrique du Sud : L'indicateur avancé d'activité économique se dégrade
- Afrique du Sud : *Standard & Poor's* dégrade la perspective de la notation souveraine
- Angola : Le parlement approuve le budget pour l'année 2020
- Botswana : Fin de mission du FMI au Botswana dans le cadre de la mise à jour de l'article IV
- Zambie : Publication du rapport macroéconomique et financier pour le mois de novembre

Afrique australe

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change Pour 1 USD au 28 novembre	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier 2019
Afrique du Sud	14,7 ZAR	-0,1	-1,2	-5,7	-2,6
Angola	489,8 AOA	-4,9	-1,4	-36,6	-37,0
Botswana	10,9 BWP	-0,1	-0,3	-2,5	-1,4
Mozambique	64 MZN	-0,4	-2,3	-4,1	-4,2
Zambie	14,7 ZMW	-3,7	-9,5	-18,5	-18,4

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2019)

Afrique du Sud

South African Airways fait face à des problèmes de liquidité à très court terme (BusinessDay)

La compagnie aérienne publique *South African Airways* (SAA) a besoin de 2 Mds ZAR (120 MEUR) en urgence pour honorer ses engagements financiers à court terme (salaires et fournisseurs). Les banques commerciales ont indiqué qu'elles n'accepteraient d'octroyer de nouveaux prêts à SAA qu'avec la garantie de l'Etat – alors que le plafond global des garanties octroyées par le parlement est déjà proche de son maximum. Le ministère des Finances, M. Tito Mboweni, et le ministre des Entreprises publiques, M. Pravin Gordhan sont actuellement en discussion pour décider de l'octroi de cette garantie et des décisions à prendre concernant l'avenir de SAA. Trois options seraient actuellement considérées : i) Octroi de la garantie par l'Etat permettant à SAA de continuer à opérer, ii) Déclenchement d'une opération de sauvetage – potentiellement avec l'appui d'un apport en capital de la part d'investisseurs privés, et iii) Mise en liquidation de la compagnie – avec un impact important sur l'économie du pays compte tenu du nombre d'employés et de la dette de la société qui est supérieure à ses actifs.

L'indicateur avancé d'activité économique se dégrade (South African Reserve Bank – SARB)

En septembre, l'indicateur avancé d'activité économique de la SARB (qui vise à repérer des signaux précoces de retournement dans le cycle) a diminué de 0,6% par rapport au mois précédent, poursuivant la dynamique débutée il y a près de deux ans. Quatre des neuf sous-indicateurs se sont dégradés au cours du mois, dont les composantes « immobilières » et « offres d'emploi », qui sont les principales contributrices de la baisse de septembre. En revanche, l'indicateur de confiance des entreprises (*Bureau For Economic Research/Rand Merchant Bank*) pour le quatrième trimestre a légèrement rebondi à 26 points – après avoir atteint un point bas de 20 ans au trimestre précédent (21 points). Largement inférieur au seuil de 50 points, l'indicateur continue toutefois de témoigner d'un fort pessimisme chez les entreprises.

Standard & Poor's dégrade la perspective de la notation souveraine (Reuters)

Le 23 novembre, l'agence *Standard & Poor's* (S&P) a annoncé la révision de la perspective de la notation de l'Etat sud-africain de « stable » à « négative », justifiée notamment par la faiblesse de la croissance et par la trajectoire de la dette publique. Pour rappel, S&P avait dégradé la notation de l'Afrique du Sud dans la catégorie « spéculative » dès 2017

(notation BB). Dans le même temps, S&P a confirmé la perspective « stable » de la notation de l'électricien public Eskom. L'agence a toutefois souligné que le soutien financier annoncé par le gouvernement ces derniers mois (138 Mds ZAR, soit 8,6 Mds EUR d'ici 2021) sera insuffisant pour couvrir les besoins de financement de l'entreprise, compte tenu des échéances importantes auxquelles Eskom devra faire face dès l'année prochaine.

Angola

Le parlement approuve le budget pour l'année 2020 (Ministère des Finances)

Le 19 novembre, [le parlement angolais a approuvé le budget 2020](#) présenté par le ministre d'Etat pour le Développement économique et social, M. Manuel Nunes Júnior. Le budget 2020 prévoit un excédent budgétaire représentant 1,2% du PIB, alors que celui de 2019 devrait atteindre l'équilibre selon les dernières annonces. Ces bonnes prévisions sont rendues possibles grâce à des recettes en augmentation (passant de 19,3% du PIB en 2019 à 20,4% – tirées par les revenus du pétrole) et des dépenses stables (19,2% du PIB après 19,3% en 2019 – des efforts sur la masse salariale devant compenser l'augmentation du service de la dette). Pour établir ce budget, le gouvernement s'est basé sur une hypothèse de croissance de 1,8% en 2020, soit un scénario plus optimiste que les dernières estimations publiées par le FMI (1,2%). A noter que ces dernières années le FMI a été très optimiste concernant l'économie angolaise, prévoyant une reprise de la croissance alors que la récession se poursuit dans le pays.

Botswana

Fin de mission du FMI au Botswana dans le cadre de la mise à jour de l'article IV (FMI)

Le 26 novembre, [le FMI a terminé sa mission au Botswana dans le cadre de la mise à jour de l'article IV](#). Selon le communiqué de fin de mission, les perspectives restent positives et les fondamentaux solides, malgré quelques difficultés qui pèseront sur la croissance en 2019 : sécheresse, faibles performances de l'industrie diamantaire et ralentissement de l'activité dans les pays voisins. La croissance a ainsi ralenti à 3,5% en 2019 mais devrait rebondir en 2020 pour atteindre 4,2%, ce qui permettra au gouvernement d'engager une consolidation budgétaire alors que le déficit public a glissé en 2019 (attendu à 5,75%). A moyen terme, le FMI souligne toutefois la présence de risques baissiers significatifs pour la croissance en raison de la forte dépendance du pays aux prix mondiaux des matières premières, du protectionnisme grandissant et des incertitudes qui pèsent sur la croissance chinoise, européenne et sud-africaine. Par ailleurs, le Fonds encourage le pays à accélérer la transition de l'économie – jugée trop lente – vers un modèle plus diversifié et laissant une place plus importante au secteur privé.

Zambie

Publication du rapport macroéconomique et financier pour le mois de novembre (ZamStats)

Le 28 novembre, l'agence nationale de statistique a publié son [rapport mensuel présentant l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques et financiers](#). Selon ce rapport, l'inflation se stabilise, atteignant 10,8% sur un an, après 10,7% en octobre. L'augmentation des prix continue d'être principalement alimentée par la hausse des prix alimentaires (+13,5% sur un an). Par ailleurs, le solde commercial affiche un excédent de 1 470 MZMW (environ 90 MEUR) pour le mois d'octobre, après un déficit de 7 320 MZMW (environ 450 MEUR) en septembre. Soutenue par les exportations de cuivre, l'augmentation des exportations (+18,1% sur un mois) a surpassé celle des importations (+4,3% sur un mois). Depuis le début de l'année, la Zambie enregistre un excédent commercial qui s'élève à 4 240 MZMW (environ 260 MEUR), soit environ 1,3% du PIB.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le SER de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria, avec la contribution des Services Economiques de Luanda et Maputo

Adresse : 250 Melk Street, Nieuw Muckleneuk, Pretoria / <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Rédigées par : Clément HONORE-ROUGE

Revues par : Fabien BERTHO